

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 41 (1961)
Heft: 1: La Suisse et l'Europe

Artikel: De l'Europe : un point de vue Suisse
Autor: Bauer, Gérard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-887582>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DE L'EUROPE

Un point de vue suisse

par Gérard Bauer

Ancien ministre chef de la Délégation suisse à l'O.E.C.E.
Président de l'Association suisse des fabricants d'horlogerie

Que n'a-t-on pas déjà dit et écrit à ce sujet?

Combien sur un tel thème, de vues profondes et lucides, qui mériteraient d'être rappelés au fil de notre vie quotidienne et auxquelles il conviendrait de ne rien ajouter d'opinions superficielles et aisées qui ont atteint une large diffusion et qui mériteraient d'être corrigées au plus tôt?

Des scrupules, largement fondés, m'inciteraient à m'abstenir. Et pourtant je réponds à l'obligeante offre de la Chambre de commerce suisse en France, désireux que je suis en ce faisant, de rendre un modeste hommage au travail, tout fait de qualité et de fidélité, qu'accomplissent la Chambre de commerce suisse en France et sa revue, et de me joindre aux remerciements de sa rédaction, aux hommes d'action et de réflexion qui ont bien voulu apporter leur contribution à ce débat si nécessaire et si salutaire.

L'Europe a été au cours des siècles derniers l'un des plus constants propulseurs d'une expansion économique puissante, interne et externe à ses frontières. C'est ainsi qu'à son apogée, elle a créé un immense marché périphérique, dont la population était environ de trois à cinq fois supérieure à celle de l'Europe industrielle (1).

A la sécession de la Russie et des pays de l'Est de l'Europe, à la fin du premier et du second conflit mondial, vinrent s'ajouter la nette détérioration de la position-clef de notre continent, la démobilisation du régime colonial, la montée successive des impérialismes japonais, russe et du monde communiste. Cette suite d'événements ébranlèrent, entre autres, les fondements de la construction économique-financière de l'Europe réduite à sa portion occidentale et l'obligèrent à repenser son équilibre intérieur et sa position dans le monde.

En mettant en œuvre le plan Marshall, avec l'aide généreuse du peuple américain, notre continent s'y est essayé, non sans succès, dans le temps même où il se relevait de ses ruines et où il édifiait une économie industrielle et scientifique nouvelle. Ce furent là autant d'exemples convaincants de la nécessité d'une coopération économique *sensu lato* et qui ne laissèrent pas de provoquer surprise et admiration dans le monde entier. C'est ainsi que l'Europe, à défaut de sa position d'antan qu'elle ne pouvait restaurer en raison des mutations politiques issues de deux conflits mondiaux, dispose aujourd'hui d'économies nationales, saines, en expansion et riches en moyens d'action de tout ordre, technique et scientifique en particulier.

François Perroux, lors de la mise en œuvre du Plan Marshall, publiait très opportunément un livre dont le sous-titre était significatif et représente, à lui seul, un programme : « L'Europe nécessaire au monde » (2).

François Perroux y disait déjà que l'apport américain, loin de contribuer à la formation d'un bloc, ferait « germer et mûrir des réalisations étendues et renforcées qui rétabliraient une Europe sans épithète, fidèle à elle-même, c'est-à-dire respectueuse des diversités qu'elle révèle et ouverte au monde entier ». L'économiste français soulignait au passage que la participation du Royaume-Uni lié au Commonwealth indépendamment de celle des États-Unis, permettrait la réalisation de ce dernier objectif et ajoutait, en guise de conclusion d'une analyse lucide de l'avenir des échanges mondiaux, que l'ensemble économique que le Plan Marshall allait aider à créer ne pourrait « suffire à lui-même... Il est fort heureusement condamné à s'insérer dans l'économie mondiale ».

En réalité et jusqu'à ce jour, l'Europe, limitée à sa portion occidentale, n'a pas su ou pu prévoir les modifications radicales qu'allaient subir les relations de plusieurs de ses États avec le tiers-monde. Par voie de conséquence, elle est aujourd'hui — plus particulièrement les États ayant assumé des responsabilités directes dans les pays d'Outre-Mer — à la recherche d'objectifs nouveaux, durables, à la taille des problèmes posés, pleinement compatibles avec la nature nouvelle de ses rapports avec les États nouveaux; souvent elle va en éléments dispersés, alors même que sa vocation naturelle et historique, ses traditions, ses moyens d'action restaurés et accrus, une claire conscience de ses intérêts à moyen et à long terme lui confèrent un rôle et des tâches importantes, pour ne pas dire déterminantes, dans l'élaboration des rapports nouveaux et multiples entre le monde occidental et le tiers-monde.

Cette mention des mutations les plus caractéristiques de notre époque et les plus déterminantes pour notre continent doit contribuer à nous rappeler que l'Europe en devenir, n'est, ni ne doit, ni ne peut être une fin en soi et qu'elle ne peut se faire pour elle-même.

L'élaboration progressive de la cohésion confédérale de la Suisse, sa politique traditionnelle, sa conscience de l'interdépendance croissante et obligée des pays qui se nourrissent d'idéaux communs et acceptent de souscrire aux mêmes règles de conduite, la vocation universelle de notre commerce extérieur nous conduisent à penser que seule satisfait à la situation présente et répond aux conditions de vie internes et externes de demain de notre continent, une Europe qui se définit moins par un territoire géographique ou par une idéologie que par un faisceau de tâches qu'aucun espace ne borne ni ne contient, une Europe ouverte au monde (3).

* * *

L'EUROPE, HÉTÉROGÈNE ET COHÉRENTE

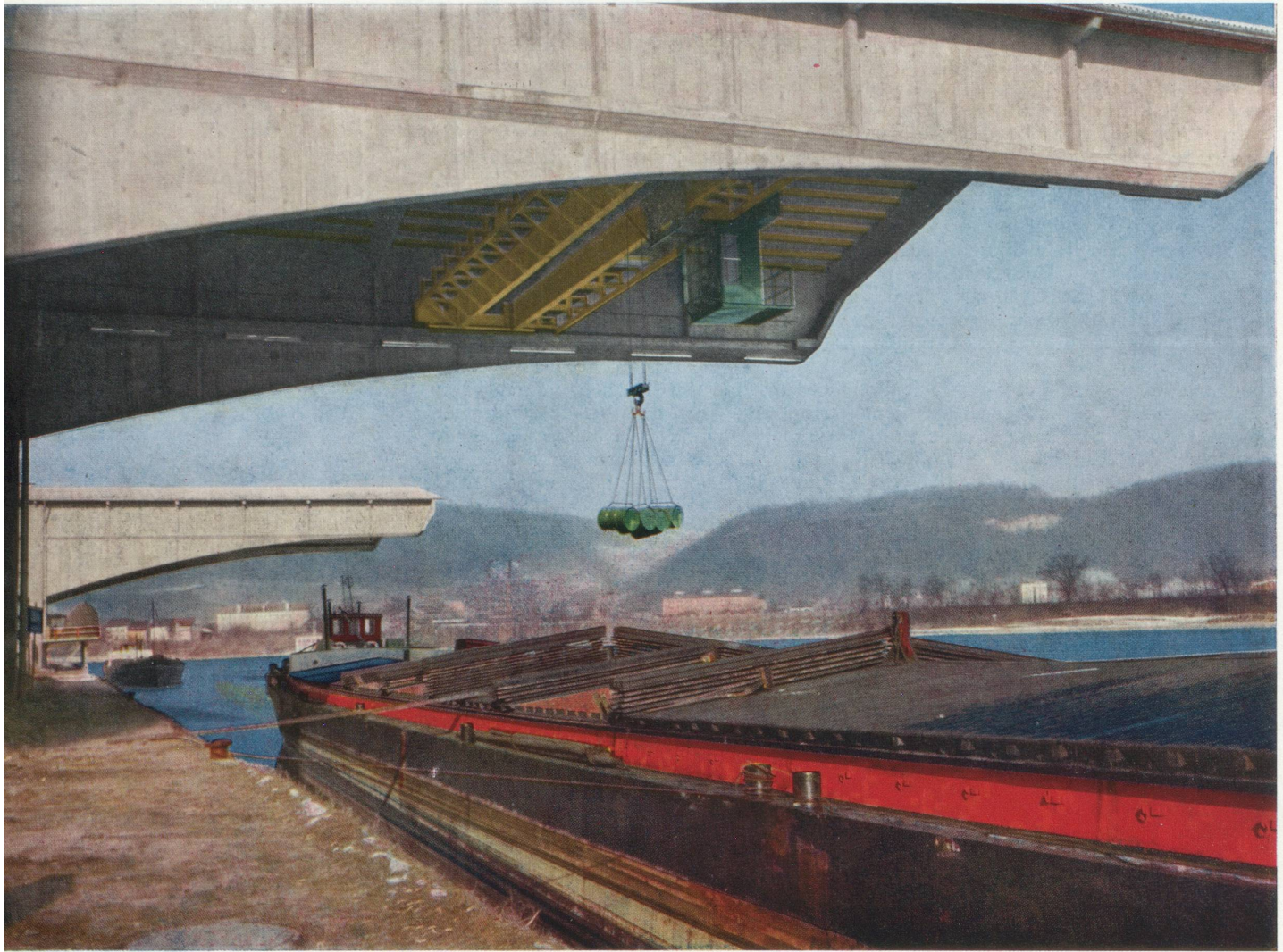
« L'Europe est et restera hétérogène. Pour l'intégrer, il faut plus que du temps : il faut une patience compréhensive, écrivait récemment et en termes excellents, le Recteur Brugmanns, du Collège de l'Europe (4).

Il faut laisser parler les échéances.

La désirer homogène, sous prétexte de la vouloir cohérente, est une utopie; tous efforts menés dans de telles directions, sont œuvre vaine, temps perdu et vont à fin contraire.

Une Europe hétérogène et destinée ou condamnée — selon que nous voulons prévoir les échéances ou les subir! — à être cohérente et ouverte au monde, ne naîtra pas d'un « Risorgimento national de l'Europe » (5).

Elle ne s'élaborera pas au travers d'institutions, si bien conçues qu'elles soient et si bien inspirées qu'elles soient dans leurs mobiles ou dans leur action, mais bien grâce à une prise de conscience — à l'éclosion de laquelle peuvent contribuer très utilement les communautés et organisations européennes —, souvent imposée aux premières étapes de la coopération internationale par le flux et le reflux des événements, puis raisonnée et enfin de plus en plus spontanée par l'analogie ou par la similitude



L'industrie suisse sur le Rhin... Brown Boveri a équipé de façon ultra-moderne des installations de manutention de marchandises dans plusieurs ports. Notre photo montre un pont roulant de 8 tonnes au port de Birsfelden sur le Rhin.

des problèmes posés à chacune des entités et des économies nationales constituantes, de leur importance comme du rythme de leur succession dans le temps, de convergence croissante des intérêts et du caractère obligé et bénéfique de solutions, conçues et mises en œuvre de concert.

En présence de l'impossibilité d'une définition historique et géographique de l'Europe ou d'un *a priori* politique et institutionnel, c'est bien une attitude volitive, une adhésion expresse ou implicite à un commun dénominateur d'objectifs et la patiente élaboration dans les relations intra comme extra-européennes d'un compartiment harmonieux et libéral, qui constituent à la fois les fondements et le ciment d'une Europe, grevée ou riche d'une « densité historique inégalable (6) utilement hétérogène, cohérente et ouverte au monde eu égard aux échéances implacables de notre siècle tumultueux.

Comment aller de la société historique vieillissante d'aujourd'hui dont l'Europe donne encore de prestigieux reflets à une société scientifique, comment partir de notre hétérogénéité à la cohérence que requiert la multiplication des États nouveaux du tiers-monde, la course des techniques et la mondialisation de bon nombre des problèmes économiques et politiques, sinon par le concept et les méthodes de penser et d'agir fédéralistes.

L'éthique fédéraliste, les méthodes de concevoir les solutions et de les mettre en œuvre — communauté des objectifs et diversité des moyens pour les atteindre — permettent en Europe de concilier la diversité des situations de base économique et politique, de ménager les étapes indispensables à une action fructueuse, de prévenir les mobiles, avoués ou non, hégémoniques, et de contenir les réflexes autarciques que des contrariétés économiques, financières ou sociales font de suite fonctionner.

L'histoire, brève et dramatique de la République helvétique, une et indivisible, la gestation laborieuse au XIX^e siècle d'un état fédéral suisse grâce, tout à la fois, à la maturation d'une conscience de la communauté des destins des entités cantonales et à l'éclosion des problèmes industriels et économiques rendant nécessaires des solutions concertées, la cogestion quotidienne, enfin, de nos affaires intérieures et extérieures, apportent une démonstration continue et éloquente de la valeur et de l'efficacité inégalables, parce que profondément inhérente à la nature humaine et au mode de penser authentique de l'Occident, de l'éthique fédéraliste et de ses méthodes d'action.

*
* *

Il convient assurément de rappeler que si Proudhon prophétisait, il y a cent ans : « Le XX^e siècle ouvrira l'ère des fédérations, ou l'humanité recommencera un purgatoire de mille ans », il est tout aussi nécessaire d'approuver Denis de Rougemont :

« Ne demandons pas l'instauration d'une Fédération européenne pour que se crée un troisième bloc, un bloc-tampon, ou un bloc opposé aux deux autres. Ce ne serait résoudre, et, au contraire, ce serait exalter le nationalisme aux dimensions continentales. »

Gérard BAUER

(1) FRITZ STERNBERG : Le conflit du siècle — capitalisme et socialisme à l'épreuve de l'histoire. Édition du Seuil.

(2) François PERROUX : Le plan Marshall ou l'Europe nécessaire au monde.

(3) Les pages pénétrantes qu'en 1888 déjà Numa DROZ, président de la Confédération suisse, consacrait à la nécessité pour l'humanité civilisée... de se conformer à certaines règles, l'éclosion du droit absolu de chaque nation de faire ce qu'il lui plaît et qu'il concluait par la proposition clairvoyante et réaliste, de créer une ligne internationale « qui aurait pour programme le retour au libre-échange relatif », méritent d'être rappelées ici. Cf. Numa DROZ : L'Anarchie économique en Europe. Bibliothèque universelle et revue suisse. Lausanne, tome XXXVII, 1888, pages 5-23.

(4) Henri BRUGMANS : un historien regarde l'intégration européenne. Sciences humaines et intégration européenne. Collège d'Europe. AW Sythoff-Leyde 1960, page 29.

(5) Cod. coco : page 22.

(6) Denis de ROUGEMONT.

(7) On peut rappeler, à cet égard, les épisodes dramatiques de la lutte entre les conceptions autrichiennes et bismarckiennes d'organisation du monde allemand et l'évolution historique du « Mittel-europa » que décrit et rappelle opportunément Jacques DROZ dans son Europe centrale, Payot 1960, pages 125-126, et transposer de ce plan sur celui de l'Europe occidentale contemporaine sans violenter les faits et transformer l'essentiel du concept fédéraliste de Constantin FRANTZ : « Seul, le fédéralisme offre la possibilité d'une extension continue, tandis que la centralisation ne peut jamais s'étendre au loin; ou cela ne pourrait se produire que par un recours à la violence, laquelle toucherait bientôt à ses limites ».

« Si le fédéralisme ne permet pas, à vrai dire, une concentration aussi stricte de toutes les énergies nationales, par contre il en résulte dans l'ensemble une somme de forces beaucoup plus grandes, parce que tous les États trouvent une latitude suffisante à leur développement particulier, tandis que l'uniformité qui impose la centralisation resserre et entrave le libre déploiement de leurs forces... »